

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2020-2021

16 JUIN 2021

Proposition de résolution visant à la création d'un panel citoyen au Sénat dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

(Déposée par M. Rodrigue Demeuse et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

L'Union européenne (UE) est aujourd'hui confrontée à des défis considérables, sans doute les plus importants depuis sa création, tant à l'extérieur de ses frontières qu'en son sein.

La crise de la Covid-19 a secoué les fondements du modèle européen comme jamais auparavant, révélant ses failles et ses faiblesses. Il apparaît donc aujourd'hui indispensable d'en tirer les leçons et de bâtir de nouvelles perspectives pour répondre à l'ensemble des enjeux qui attendent l'Union dans les mois et années à venir.

Toutefois, si l'objectif est d'apporter des réponses aux préoccupations et aux aspirations des citoyens européens, cela ne peut se faire qu'en les associant réellement à la réflexion. En effet, l'un des défis majeurs auxquels est confrontée l'Union réside précisément dans la crise démocratique de plus en plus profonde qui mine la société européenne.

Depuis plusieurs décennies, l'Union européenne a elle-même été critiquée pour son «déficit démocratique», en raison notamment de la complexité de son organisation, de la dimension technocratique de ses institutions, et des pouvoirs législatifs limités du Parlement européen. Malgré les pouvoirs renforcés du Parlement et la mise en place d'initiatives de participation citoyenne telles que

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2020-2021

16 JUNI 2021

Voorstel van resolutie tot oprichting van een burgerpanel in de Senaat in het kader van de Conferentie over de toekomst van Europa

(Ingediend door de heer Rodrigue Demeuse c.s.)

TOELICHTING

De Europese Unie (EU) staat vandaag voor aanzienlijke uitdagingen, waarschijnlijk de grootste sinds haar oprichting, zowel buiten haar grenzen als binnen de Unie zelf.

De Covid-19-crisis heeft de fundamenteën van het Europese model meer dan ooit door elkaar geschud en de gebreken en zwakke punten aan het licht gebracht. Het is dan ook van essentieel belang daaruit lering te trekken en nieuwe perspectieven te ontwikkelen om alle uitdagingen aan te gaan waarmee de Unie in de komende maanden en jaren zal worden geconfronteerd.

Als het echter de bedoeling is tegemoet te komen aan de zorgen en verlangens van de Europese burgers, kan dit alleen door hen werkelijk bij het proces te betrekken. Een van de grootste uitdagingen waarvoor de Unie zich geplaatst ziet, is immers net de steeds grotere democratische crisis die de Europese samenleving ondermijnt.

Al tientallen jaren wordt de Europese Unie zelf bekritiseerd om haar «democratisch deficit», vooral vanwege de ingewikkelde organisatie, de technocratische dimensie van haar instellingen en de beperkte wetgevende bevoegdheden van het Europees Parlement. Ondanks de grotere bevoegdheden van het Parlement en de invoering van initiatieven voor burgerparticipatie, zoals de

l'introduction d'un droit d'initiative citoyenne, les critiques subsistent, reprochant notamment le peu de place accordée à l'expression des citoyens européens dans la prise de décision politique et regrettant un système institutionnel qui empêche l'émergence d'un espace public transnational à l'échelle européenne.

L'Union européenne a donc aujourd'hui l'occasion de démontrer sa capacité à relever les immenses défis auxquels elle fait face, en y associant réellement les citoyens européens issus de tous les horizons.

C'est dans cette perspective que le président du Parlement européen, David Sassoli, le premier ministre portugais, António Costa, au nom de la présidence du Conseil, et la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ont signé le 10 mars 2021 la Déclaration commune sur la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Cette signature a donné le coup d'envoi de la «Conférence sur l'avenir de l'Europe», une initiative démocratique unique en son genre et commune aux trois institutions européennes précitées, visant à donner la parole aux Européens concernant l'avenir de l'Europe au moyen d'une série de débats et de discussions menés par les citoyens eux-mêmes.

L'objectif est de déboucher, pour le printemps 2022, sur des recommandations auxquelles les trois institutions se sont engagées à donner suite, dans leurs sphères de compétences.

Plusieurs thématiques sont au cœur de cette Conférence: le changement climatique et l'environnement; la santé; une économie plus forte et plus juste; la justice sociale et l'emploi; l'UE sur la scène internationale; les valeurs et les droits, l'État de droit, la sécurité; la transformation numérique; la démocratie européenne; la migration; l'éducation, la culture, la jeunesse et le sport. Ces thèmes ne sont toutefois pas exclusifs. Les autres idées et recommandations jugées pertinentes serviront de contribution aux discussions des panels de citoyens européens et aux sessions de l'assemblée plénière, où elles seront débattues pour produire les conclusions de la Conférence.

Bien qu'initiative européenne, la «Conférence sur l'avenir de l'Europe» insiste sur la nécessité de mener le débat à l'échelle de chacun des États membres. Les «événements décentralisés» que constituent les panels citoyens organisés au sein des États membres sont la condition *sine qua non* du projet. Car si la plateforme multilingue permet la diffusion adéquate des informations, si les

invoering van een burgerinitiatiefrecht, blijft er kritiek bestaan, meer bepaald op het gebrek aan inspraak van de Europese burgers in de politieke besluitvorming en op het institutionele systeem dat het ontstaan van een transnationale publieke ruimte op Europees niveau in de weg staat.

De Europese Unie heeft nu dus de kans om te laten zien dat zij de enorme uitdagingen waarvoor zij staat, kan aangaan, door een grote verscheidenheid aan Europese burgers werkelijk bij haar beleid te betrekken.

Vanuit dat perspectief hebben de voorzitter van het Europees Parlement, David Sassoli, de Portugese premier, António Costa, namens het voorzitterschap van de Raad, en de voorzitter van de Commissie, Ursula von der Leyen, op 10 maart 2021 de gezamenlijke verklaring over de Conferentie over de toekomst van Europa ondertekend.

Met deze ondertekening werd het startsein gegeven voor de «Conferentie over de toekomst van Europa», een uniek en gezamenlijk democratisch initiatief van de drie bovengenoemde Europese instellingen om de Europeanen inspraak te geven in de toekomst van Europa via een reeks debatten en besprekingen onder leiding van de burgers zelf.

Het is de bedoeling om tegen het voorjaar van 2022 aanbevelingen op te stellen, waaraan de drie instellingen binnen hun respectieve bevoegdheden gevolg zullen geven.

Verskillende thema's staan centraal in deze Conferentie: klimaatverandering en milieu; gezondheid; een sterkere en eerlijkere economie; sociale rechtvaardigheid en werkgelegenheid; de EU op het internationale toneel; waarden en rechten, de rechtsstaat, veiligheid; digitale transformatie; Europese democratie; migratie; onderwijs, cultuur, jeugd en sport. Deze thema's zijn echter niet exclusief. Andere relevante ideeën en aanbevelingen zullen als input dienen voor de besprekingen van de Europese burgerpanels en de vergaderingen van de plenaire assemblee, waar de aanbevelingen zullen worden besproken om tot de conclusies van de Conferentie te komen.

Hoewel het om een Europees initiatief gaat, benadrukt de «Conferentie over de toekomst van Europa» dat het debat op het niveau van elke lidstaat moet worden gevoerd. De «gedecentraliseerde evenementen» die de binnen de lidstaten georganiseerde burgerpanels vormen, zijn de *conditio sine qua non* van het project. Want hoewel het meertalige platform een goede verspreiding

panels de citoyens européens ont pour but de représenter la population européenne, et si les séances plénières ont pour rôle de veiller à ce que les recommandations formulées par les panels de citoyens nationaux et européens y soient discutées, la vraie plus-value du projet, sa vraie innovation démocratique, réside dans le fait d'organiser simultanément des panels citoyens dans les États membres de l'UE.

L'Union européenne invite ainsi chaque État membre à organiser des événements en fonction de ses spécificités nationales ou institutionnelles, en apportant leurs propres contributions à la Conférence, via des panels de citoyens nationaux ou des événements thématiques rassemblant les contributions de différents panels.

La Belgique, en tant que pays membre fondateur de l'Union européenne, ne peut rester inactive dans ce processus de réflexion citoyenne autour de l'avenir de l'Europe. La crise de confiance démocratique qui la touche également de plein fouet rend par ailleurs ce type d'initiative particulièrement souhaitable à son échelle, comme le recommande d'ailleurs le rapport d'information sur la nécessaire modernisation de notre système démocratique en complétant la démocratie représentative par une participation accrue des citoyens dans la prise de décisions aux différents niveaux de pouvoir ainsi qu'au sein de la société (doc. Sénat, n° 7-117/5).

La participation à la Conférence sur l'avenir de l'Europe via l'organisation d'un panel citoyen national au niveau belge représente dès lors une magnifique opportunité de concrétiser ces ambitions.

De par son rôle de chambre réflexion regroupant des représentants de l'ensemble des parlements du pays, et dans le prolongement des réflexions entamées sur la participation citoyenne, le Sénat constitue le forum idéal pour la mise en place d'un tel panel.

En tant qu'événement national s'inscrivant dans le cadre de la Conférence, ce panel citoyen national doit s'organiser conformément à une série d'orientations, de principes et de critères minimaux reflétant les valeurs de l'UE, dans le cadre défini par les structures de la Conférence.

Plusieurs balises sont ainsi déjà définies afin de garantir au maximum l'inclusivité et la représentativité du processus.

Concernant la composition des panels, leur nombre doit ainsi être compris entre cinquante et deux cents citoyens reflétant l'ensemble de la population, grâce à

van informatie mogelijk maakt, hoewel de Europese burgerpanels tot doel hebben de Europese bevolking te vertegenwoordigen, en hoewel de plenaire vergaderingen erop moeten toezien dat de aanbevelingen van de nationale en Europese burgerpanels worden besproken, ligt de echte meerwaarde van het project, de echte democratische innovatie ervan, in het feit dat de burgerpanels gelijktijdig in de EU-lidstaten worden georganiseerd.

De Europese Unie verzoekt dus elke lidstaat om overeenkomstig zijn specifieke nationale of institutionele kenmerken evenementen te organiseren, door eigen bijdragen aan de Conferentie te leveren, via nationale burgerpanels of thematische evenementen waarin de bijdragen van verschillende panels worden samengebracht.

België kan als stichtend lid van de Europese Unie niet passief blijven in dit reflectieproces van de burger over de toekomst van Europa. De democratische vertrouwenscrisis die ook België midscheeps raakt, maakt dit soort initiatieven op deze schaal bijzonder wenselijk, zoals trouwens ook wordt aanbevolen in het informatieverslag over de noodzaak om ons democratisch systeem te moderniseren door de representatieve democratie aan te vullen met meer burgerparticipatie in de besluitvorming op de verschillende bevoegdheidsniveaus alsook in de samenleving (doc. Senaat, nr. 7-117/5).

De deelname aan de Conferentie over de toekomst van Europa via de organisatie van een nationaal burgerpanel op Belgisch niveau is dan ook een prachtige gelegenheid om deze ambities waar te maken.

De Senaat is, als bezinningskamer waarin vertegenwoordigers van alle parlementen van het land bijeenkomen, en in het verlengde van de reflectieronde over de burgerparticipatie, het ideale forum voor de oprichting van een dergelijk panel.

Als nationaal evenement in het kader van de Conferentie moet dit nationale burgerpanel worden georganiseerd overeenkomstig een reeks richtsnoeren, beginselen en minimumcriteria die de waarden van de EU weerspiegelen, binnen het door de structuren van de Conferentie vastgestelde kader.

Er zijn reeds verscheidene bakens uitgezet om een maximale inclusiviteit en representativiteit van het proces te waarborgen.

De panels moeten samengesteld zijn uit vijftig tot tweehonderd burgers die een afspiegeling vormen van de hele bevolking, dankzij een aselechte steekproef waarbij

un échantillonnage aléatoire représentant les différentes origines géographiques, le sexe, l'âge, le contexte socio-économique ou le niveau d'éducation. Il sera crucial d'inclure ceux qui, habituellement, ne participent pas aux débats publics ou aux discussions politiques, en prévoyant notamment le défraiement des citoyens, l'animation par un animateur qualifié, le concours d'experts, ou encore l'organisation du travail en sous-groupes.

Pour permettre aux participants de disposer d'un temps suffisant pour comprendre les enjeux, construire leur position et élaborer des recommandations éclairées, quatre à six jours de réunion au minimum sont suggérés pour traiter des sujets.

Afin de permettre au panel de s'organiser et de produire des recommandations utiles à leur prise en compte dans le cadre du processus de la Conférence, il convient donc de mettre en place cette initiative dans un délai suffisamment rapproché, à l'automne 2021 au plus tard.

Cet exercice de réflexion sur l'avenir de l'Europe est précieux. Jamais plus depuis la Convention européenne des années 2002-2003 des questions fondamentales sur l'avenir de l'Union, et sur son fonctionnement, n'ont été posées. Or, le monde a considérablement changé depuis lors, et ces changements exigent davantage d'efficacité de la part de l'UE. La Belgique, en raison de son rôle historique dans la construction européenne, est attendue: elle doit oser soulever les sujets épineux (nouvelles compétences, droit de véto, circonscription électorale européenne, mode de désignation de la personne qui présidera la Commission européenne, etc.) et suggérer des avancées audacieuses et ambitieuses.

*
* *

de verschillende geografische origines, geslachten, leeftijden, sociaal-economische achtergronden en opleidingsniveaus vertegenwoordigd zijn. Het zal van cruciaal belang zijn om ook mensen bij het debat te betrekken die doorgaans niet deelnemen aan openbare debatten of politieke discussies, onder meer door te voorzien in onkostenvergoedingen, een gekwalificeerde moderator, deskundigen of nog, de organisatie van de werkzaamheden in subgroepen.

Om de deelnemers voldoende tijd te geven om de uitdagingen te begrijpen, hun standpunt te bepalen en weloverwogen aanbevelingen te ontwikkelen, wordt een minimum van vier tot zes vergaderdagen voorgesteld om de onderwerpen te behandelen.

Om het panel in staat te stellen zich te organiseren en nuttige aanbevelingen te doen waarmee in het kader van de Conferentie rekening kan worden gehouden, moet dit initiatief dus in een voldoende kort tijdsbestek worden ontplooid, uiterlijk in het najaar van 2021.

Deze denkoefening over de toekomst van Europa is waardevol. Sinds de Europese Conventie van 2002-2003 zijn er geen fundamentele vragen meer gesteld over de toekomst van de Unie en over haar werking. De wereld is sindsdien aanzienlijk veranderd en deze veranderingen vereisen dat de EU doeltreffender optreedt. Van België, dat een historische rol heeft gespeeld bij de opbouw van Europa, wordt verwacht dat het heikele punten (nieuwe bevoegdheden, vetorecht, Europese kieskring, wijze van aanwijzing van de voorzitter van de Europese Commissie, enz.) aankaart en moedige en ambitieuze stappen voorwaarts voorstelt.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. considérant l'initiative de la Commission européenne, du Conseil européen et du Parlement européen intitulée «Conférence sur l'avenir de l'Europe», qui est un exercice démocratique unique en son genre mené à l'échelle de toute l'Europe, et qui offre la promesse d'un nouvel espace public pour un débat ouvert, inclusif et transparent avec les citoyens autour d'un certain nombre de priorités et de défis essentiels;

B. considérant l'article 4 du Règlement intérieur de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, par lequel la Conférence encourage l'organisation d'événements dans les États membres, desquels dépend le succès de cette innovation démocratique;

C. considérant que la Belgique est l'un des pays fondateurs de l'Union européenne;

D. considérant que le débat sur l'avenir de l'Union européenne a donc tout son sens à l'échelle belge;

E. considérant que l'association des citoyens belges à cette réflexion participerait à renforcer leur confiance dans les institutions démocratiques;

H. considérant la nécessaire concertation entre les entités fédérées et l'autorité fédérale pour garantir une pleine efficacité au processus;

F. considérant que le Sénat représente une assemblée idéale pour organiser un panel citoyen dans le cadre de la «Conférence sur l'avenir de l'Europe»;

G. considérant qu'une telle initiative s'inscrit en outre dans le prolongement des recommandations issues du rapport d'information sur la nécessaire modernisation de notre système démocratique en complétant la démocratie représentative par une participation accrue des citoyens dans la prise de décisions aux différents niveaux de pouvoir ainsi qu'au sein de la société (doc. Sénat, n° 7-117/5),

Demande au gouvernement:

1) d'organiser, dans le cadre de la «Conférence sur l'avenir de l'Europe» et au sein du Sénat, un panel citoyen selon les modalités prévues par ladite Conférence et dont les contributions seront recueillies, analysées et

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op het initiatief van de Europese Commissie, de Europese Raad en het Europees Parlement, met als titel «Conferentie over de toekomst van Europa», een uniek democratisch initiatief op pan-Europese schaal dat in een nieuwe openbare ruimte voorziet voor een open, inclusief en transparant overleg met alle burgers betreffende een aantal belangrijke prioriteiten en uitdagingen;

B. gelet op artikel 4 van het reglement van de Conferentie over de toekomst van Europa, waarin de Conferentie evenementen in de lidstaten aanmoedigt, die bepalend zijn voor het succes van deze democratische innovatie;

C. overwegende dat België één van de stichters van de Europese Unie is;

D. overwegende dat een debat over de toekomst van Europa in België dus significant is;

E. overwegende dat het betrekken van Belgische burgers bij deze reflectie hun vertrouwen in de democratische instellingen kan versterken;

H. gelet op het noodzakelijke overleg tussen de deelstaten en de federale overheid om dit proces tot een goed einde te brengen;

F. overwegende dat de Senaat de ideale assemblee is om een burgerpanel te organiseren in het kader van de «Conferentie over de toekomst van Europa»;

G. overwegende dat een dergelijk initiatief bovendien past in het verlengde van de aanbevelingen van het informatieverslag over de noodzaak om ons democratisch systeem te moderniseren door de representatieve democratie aan te vullen met meer burgerparticipatie in de besluitvorming op de verschillende bevoegdheidsniveaus alsook in de samenleving (doc. Senaat, nr. 7-117/5),

Vraagt de regering:

1) om in het kader van de «Conferentie over de toekomst van Europa» in de Senaat een burgerpanel te organiseren volgens de nadere regels vastgesteld door deze Conferentie en waarvan de bijdragen zullen worden

publiées sur la plateforme numérique multilingue instituée à cet effet.

Le 11 juin 2021.

Rodrigue DEMEUSE.
Hélène RYCKMANS.
Fourat BEN CHIKHA.
France MASAI.
Celia GROOTHEDDE.
Zoé GENOT.
Chris STEENWEGEN.
Farida TAHAR.
Soetkin HOESSEN.

opgenomen, geanalyseerd en gepubliceerd op een digitaal meertalig platform dat daarvoor is opgericht.

11 juni 2021.